



Les Etats Généraux de la Prévention des Cancers 2018

Franck CHAUVIN

Administrateur National, Vice-Président de la Ligue contre le cancer

Pdt du Haut Conseil de la santé Publique

Un contexte favorable à la Prévention ?



La révolution de la prévention et l'accès à la santé pour tous.

Alors que nous avons l'un des meilleurs systèmes de soins du monde, d'excellents chercheurs, des professionnels bien formés et une assurance maladie solidaire, les classements internationaux sont sans appel : aujourd'hui, pour vivre en bonne santé, il vaut mieux vivre en Grande-Bretagne, en Espagne ou à Singapour, qu'en France.

FIGAROLIVE
Le Talk | Interactions | On vous en parle dès maintenant | Point

EMMANUEL MACRON: «IL FAUT RENFORCER LA PRÉVENTION»

Emmanuel Macron: «Il faut renforcer la prévention»

01:10 / 14:49

20 | L'ÉVÉNEMENT

La prévention sera au cœur de la mission d'Agnès Buzyn à la Santé

La nouvelle ministre entend rompre avec la méthode martiale de Marisol Touraine.

MARIE-CECILE RENAULT @Franceactu

SANTÉ Le dialogue est renoué avec les médecins! Agnès Buzyn, rétabli les relations rompues entre les professionnels de santé et Marisol Touraine, devenue en Mans l'une des locataires les plus impopulaires de l'avenue Duquesne. Hématologue reconnue, ancienne présidente de la Haute Autorité de santé (HAS) et de l'Institut national du cancer (INCa), la nouvelle ministre est respectée à la fois pour ses connaissances médicales et ses compétences de gestion institutionnelle. Sa «qualité d'écoute» et sa «volonté de dialogue» ont même été unanimement saluées par les syndicats de médecins, qu'elle a tous reçus ces dix derniers jours. Bref, l'inverse des commentaires qui étaient faits après une rencontre avec Marisol Touraine...

«Elle connaît parfaitement les dossiers et souhaite établir des relations de confiance et de travail. C'est une attente d'autant plus forte sur ses premières décisions», indique Claude Leicher, le président du syndicat MG France. «A priori, c'est une ministre qui veut nous resterons vigilants», abonde Patrick Bonet, le président du Conseil national de l'ordre des médecins (CNOM).

La ministre a quatre dossiers sensibles à traiter

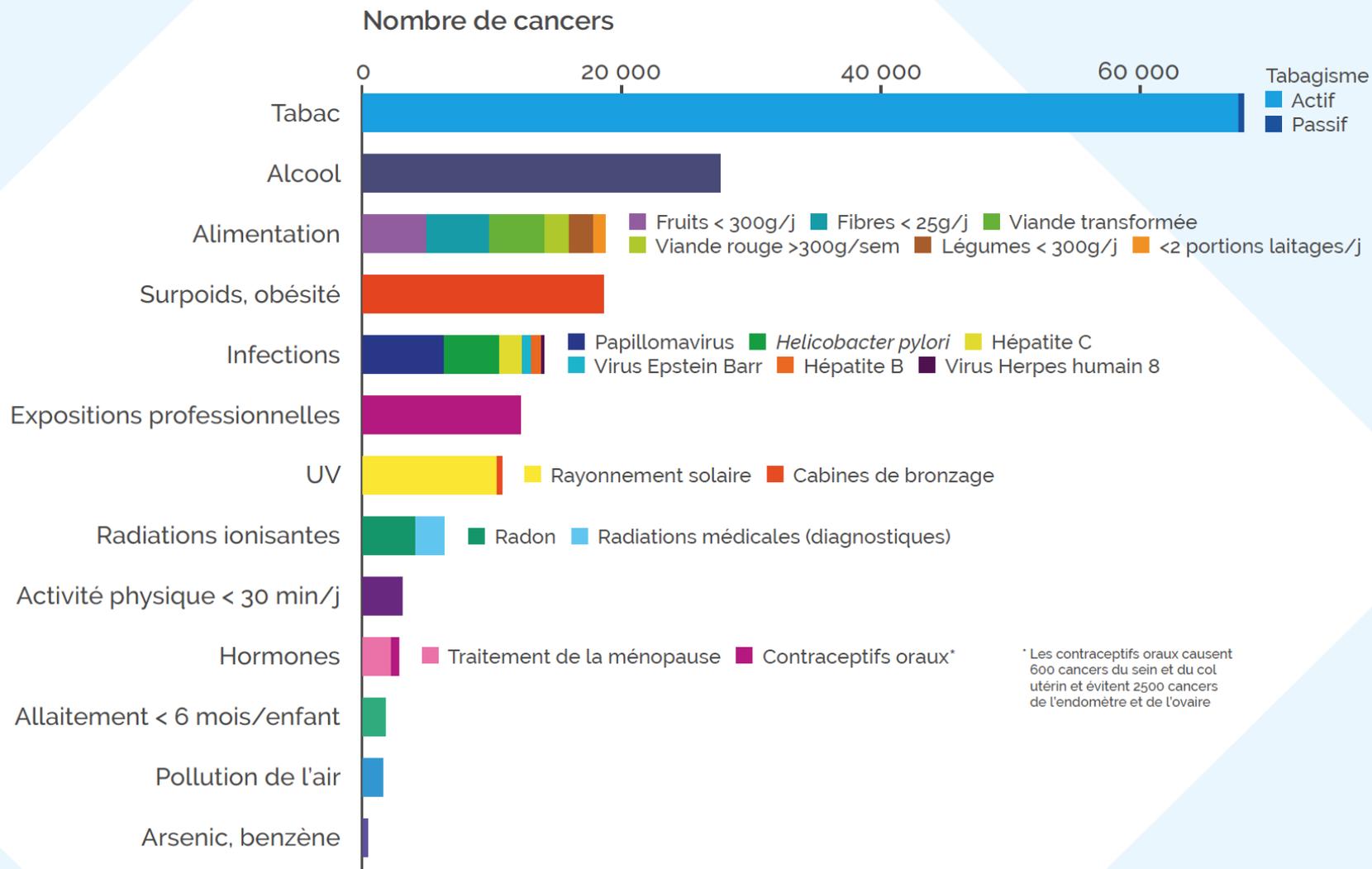


Le magistère de la nouvelle ministre commence donc sous les meilleurs auspices. Rien n'a d'ailleurs réussi à assombrir son arrivée. Ni la question de la tutelle de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), dirigé par son époux, Yves Levy, qui sera directement géré par Matignon pour éviter tout conflit d'intérêts. Ni la nomination comme directeur de cabinet de Gilles de Margerie, issu du monde de l'assurance (il était directeur général adjoint d'Humanis) et fin connaisseur des sujets de santé. Notamment pour rendre les contrats de complémentaires de santé plus lisibles, comme l'a annoncé Agnès Buzyn.

et parvenir au remboursement à 100% des lunettes et des prothèses dentaires et auditives d'ici à 2022. Pour le moment, tous les signaux sont donc au vert alors que s'annoncent sur son bureau des dossiers aussi lourds financièrement que sensibles socialement: projet de budget de la Sécu, accès aux soins au moment où les deserts médicaux se multiplient, révision du numerus clausus. Sans oublier le dossier explosif de la réforme des retraites qui fait partie de ses attributions, même si Bercy devrait garder la main sur ce dossier majeur!

Génération sans tabac

Agnès Buzyn aura une mission...



* Les contraceptifs oraux causent 600 cancers du sein et du col utérin et évitent 2500 cancers de l'endomètre et de l'ovaire

Nombre de nouveaux cas de cancers attribuables aux facteurs liés au mode de vie et à l'environnement chez les adultes de 30 ans et plus, France, 2015³

3. Marant-Micallef C, Shield KD, Vignat J, Hill C, Rogel A, Menvielle G, et al. Nombre et fractions de cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France métropolitaine en 2015 : résultats principaux. Bull Epidemiol Hebd. 2018;(21):442-8. http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2018/21/2018_21_2.html

Pourquoi des Etats Généraux de la Prévention ?

La Prévention : une mission essentielle de la Ligue

- La Ligue veut renforcer son action en prévention
 - Assises de la prévention, plan d'action autour de 3 priorités
(Tabac- Dépistages et lutte contre les inégalités – Education à la santé des jeunes)
 - Le centenaire : une occasion pour organiser une grande manifestation autour de la prévention
 - Tradition de la Ligue : Etats-généraux, la Société face au cancer ...
- ➔ Objectif : mobiliser les acteurs de la prévention dans une manifestation ouverte organisée par la Ligue

Comment faire émerger des propositions ?

Une méthode participative et des ambitions

- Réunir des acteurs institutionnels de la prévention, des chercheurs, des membres des comités et des représentants de la société civile.
- Avoir un retour de la société
- Elaborer un plan « Prévention des cancers » sur des grandes questions.
- Prendre en compte les propositions des plus jeunes
- Permettre à la Ligue d'engager une large action de plaidoyer auprès des pouvoirs publics sur la base de ce plan.

Quels outils ?



Démarche	Objectif opérationnel	Public visé ou mobilisé	Modalités	Durée de la consultation	Coût estimatif	Nombre de participants
Dispositifs d'association des citoyens aux réflexions sur les politiques publiques						
Atelier citoyen	Obtenir un avis citoyen construit sur une thématique controversée à enjeu complexe avec des moyens et des délais contraints	Echantillon diversifié	Mixte	1 mois et plus	€€€€€ 25 000 à 90 000€	10 à 30
Conférence de citoyens	Obtenir un avis citoyen construit sur une thématique controversée à enjeu complexe	Echantillon diversifié	Présentiel	1 mois et plus	€€€€€€ 90 000€ et plus	10 à 30
Consultation en ligne	Recueillir l'avis d'un public large ou ciblé dans un délai contraint	Tous citoyens/ public spécifique	En ligne	1 mois et plus	€€€€ 1 000 à 25 000€	Plus de 1000
Ministère ouvert	Ouvrir un ministère aux citoyens et dialoguer avec eux sur les projets gouvernementaux	Tous citoyens	Présentiel	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	30 à 100
World Wide Views	Mener une réflexion collective avec un public large et diversifié géographiquement en simultané	Echantillon diversifié	Présentiel	2 h à une journée	€€€€€€ 90 000€ et plus	100 à 1000
Dispositifs visant à stimuler la création de projets et la mise en réseau						
Barcamp	Mobiliser l'intelligence collective pour alimenter des réflexions en lien avec l'action publique	Tous citoyens	Mixte	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	30 à 100
Concours / challenge	Valoriser la créativité citoyenne	Tous citoyens/ public spécifique	Mixte	1 mois et plus	€ 0 à 1 000€	30 à 100
Hackathon	Faire émerger de nouveaux usages des données à forte valeur ajoutée et rencontrer leurs utilisateurs	Public spécifique	Présentiel	2 jours à 1 semaine	€€€€ 1 000 à 25 000€	30 à 100
Open data camp	Faire émerger de nouveaux usages des données rencontrer leurs utilisateurs	Public spécifique	Présentiel	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	30 à 100
Dispositifs visant à élaborer en commun des projets ou prototypes basés sur les attentes des usagers						
Atelier collaboratif	Comprendre les contraintes et attentes des usagers sur un dispositif public	Echantillon non construit ou diversifié	Présentiel	2 h à une journée	€€€€ 1 000 à 50 000€	10 à 50
Co-design de services	Co-construire un dispositif public et le prototyper à partir de l'expérience des usagers	Echantillon non construit ou diversifié	Présentiel	2 h à 1 mois et plus	€€€€€ 25 000 à 90 000€	30 à 100

Quels outils utiliser ?

Démarche	Objectif opérationnel	Public visé ou mobilisé	Modalités	Durée de la consultation	Coût estimatif	Nombre de participants
Dispositifs d'association des citoyens aux réflexions sur les politiques publiques						
Atelier citoyen	Obtenir un avis citoyen construit sur une thématique controversée à enjeu complexe avec des moyens et des délais contraints	Echantillon diversifié	Mixte	1 mois et plus	€€€€€ 25 000 à 90 000€	10 à 30
Conférence de citoyens	Obtenir un avis citoyen construit sur une thématique controversée à enjeu complexe	Echantillon diversifié	Présentiel	1 mois et plus	€€€€€€ 90 000€ et plus	10 à 30
Consultation en ligne	Recueillir l'avis d'un public large ou ciblé dans un délai contraint	Tous citoyens/ public spécifique	En ligne	1 mois et plus	€€€€ 1 000 à 2 000€	10 à 30
Ministère ouvert	Ouvrir un ministère aux citoyens et dialoguer avec eux sur les projets gouvernementaux	Tous citoyens	Présentiel	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	10 à 30
World Wide Views	Mener une réflexion collective avec un public large et diversifié géographiquement en simultané	Echantillon diversifié	Présentiel	2 h à une journée	€€€€ 90 000€ et plus	10 à 30
Dispositifs visant à stimuler la création de projets et la mise en réseau						
Barcamp	Mobiliser l'intelligence collective pour alimenter des réflexions en lien avec l'action publique	Tous citoyens	Mixte	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	10 à 30
Concours / challenge	Valoriser la créativité citoyenne	Tous citoyens/ public spécifique	Mixte	1 mois et plus	€ 0 à 1 000€	10 à 30
Hackathon	Faire émerger de nouveaux usages des données à forte valeur ajoutée et rencontrer leurs utilisateurs	Public spécifique	Présentiel	2 jours à 1 semaine	€€ 1 000 à 25 000€	10 à 30
Open data camp	Faire émerger de nouveaux usages des données rencontrer leurs utilisateurs	Public spécifique	Présentiel	2 h à une journée	€ 0 à 1 000€	10 à 30
Dispositifs visant à élaborer en commun des projets ou prototypes basés sur les attentes des usagers						
Atelier collaboratif	Comprendre les contraintes et attentes des usagers sur un dispositif public	Echantillon non construit ou diversifié	Présentiel	2 h à une journée	€€€ 1 000 à 50 000€	10 à 50
Co-design de services	Co-construire un dispositif public et le prototyper à partir de l'expérience des usagers	Echantillon non construit ou diversifié	Présentiel	2 h à 1 mois et plus	€€€€€ 25 000 à 90 000€	30 à 100



Boîte à outils des démarches de participation citoyenne

2.3 Dispositifs visant à élaborer en commun des projets ou prototypes basés sur les attentes des usagers

2.3.1 Atelier collaboratif

Démarche « Atelier collaboratif »				
Public visé ou mobilisé	Modalités	Durée de la consultation	Coût estimatif	Nombre de participants
Echantillon non construit ou diversifié	Présentiel	2 h à une journée	€€€ 10 000 à 50 000€	10 à 50
Objectif opérationnel	Comprendre les contraintes et attentes des usagers sur un dispositif public.			
	<ul style="list-style-type: none"> Les ateliers collaboratifs visent d'une part à identifier les points posant problèmes (ex : complexité dans un parcours usagers ou une démarche) et d'autre part à co-construire des projets, des solutions. Dans les deux cas cela permet de croiser les intérêts des différentes parti-prenantes (par exemple attentes usagers, contraintes agents, de l'administration, intérêts des différents acteurs d'un éco-système, etc.) 			

Quels outils utiliser ?



consultation.etalab.gouv.fr

Fabriquez votre consultation en ligne

Préparation | Outils | Accompagnement | Une question ?

Choisir un outil de consultation

Nous avons référencé 4 outils respectant les **25 critères** des consultations publiques. Vous y avez accès **en quelques clics** pour fabriquer vos consultations

Assembl[∞]
by bluenove

Assembl

Mobiliser le plus grand nombre autour d'un enjeu clé et co-construire des solutions, en 2 mois

[En savoir plus](#) [Essayer](#)

Cap Collectif

Cap Collectif

Une plateforme d'intelligence collective complète et polyvalente.

[En savoir plus](#) [Essayer](#)



DemocracyOS

Plateforme web qui permet d'organiser des consultations publiques

[En savoir plus](#) [Essayer](#)



Nova Ideo

La fusion du meilleur de la boîte à idées, du portail collaboratif et des outils de communication internes

[En savoir plus](#) [Essayer](#)

Les Etats Généraux comme modèle d'intelligence collective

Atelier collaboratif x10	Comprendre les contraintes et attentes des usagers sur un dispositif public	 Echantillon non construit ou diversifié
---	--	---



Lancement de la consultation citoyenne avec la Ligue contre le cancer x2



x93 Ecoles



Les Etats Généraux comme modèle d'intelligence collective

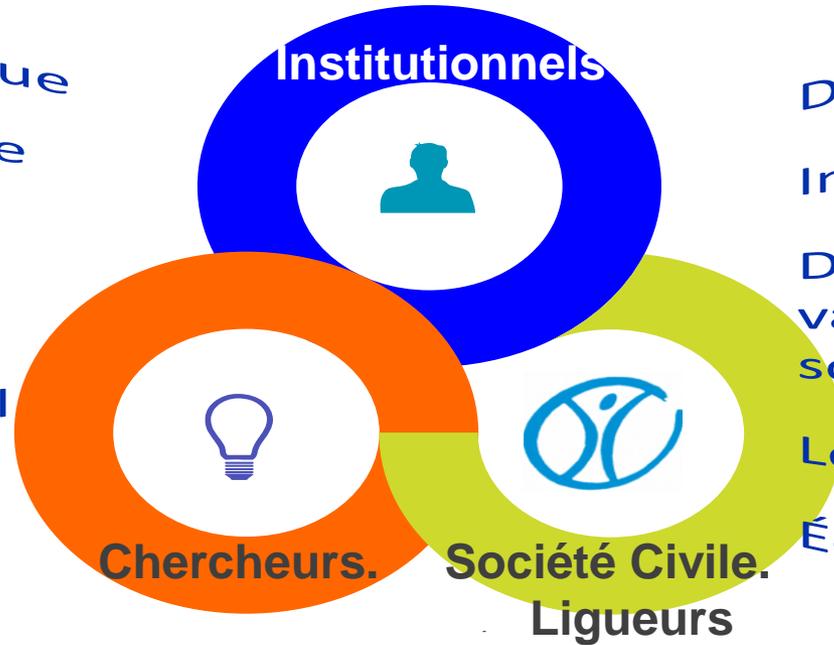


Facteurs de risque
Modifications de
comportement

Politique de
prévention

Cancer et travail

Cancer et
environnement



Démocratie sanitaire
Inégalités d'accès

Dépistage et
vaccinations, enjeux
sociétaux

Les acteurs

École, éducation

Recueillir l'expression des plus jeunes

Les Ateliers Enfants : « un CD, une école »

- Travail durant l'année avec les classes sur une reformulation simplifiée des questions des ateliers
- Une classe par comité : cycle 3 (9- 13 ans)
- Choix d'un parmi les 10 thèmes pour la classe et le comité
- Synthèse des retours sur un même thème
- Sélection des restitutions
- Mise en forme avec travail de construction d'une vidéo de témoignage des enfants pour une présentation croisée adulte enfant lors des restitutions des ateliers

Des partenaires institutionnels



ACADÉMIE NATIONALE
de CHIRURGIE
French Academy of Surgery



ers
**ÉTATS GÉNÉRAUX
de la prévention
des cancers**

21 novembre 2018



En partenariat avec



Centre international de Recherche sur le Cancer



Les États généraux de la prévention des cancers : une vaste concertation

« 10 ateliers thématiques réunissant 500 personnes issues de la société civile, anciennes personnes malades, experts, associations, Comités départementaux de la Ligue. »



LISTE DES ATELIERS

Atelier 1 : Facteurs de risque et facteurs protecteurs
Christopher Wild, Isabelle Soerjomataram, Mathieu Oriol, Jérôme Hinfray, Yana Dimitrova

Atelier 2 : Modification des comportements
Linda Cambon, Julien Carretier, Maria José Fajardo, Chloé Lebeau

Atelier 3 : Politiques de prévention
William Dab, Emily Darlington, Emmanuel Ricard

Atelier 4 : Cancer et travail
Marcel Goldberg, Emily Darlington, Anne Raucaz, Emmanuel Ricard

Atelier 5 : Cancer et environnement
Denis Zmirou, Mathieu Oriol, Jérôme Hinfray, Yana Dimitrova

Atelier 6 : Démocratie et prévention des cancers
Bernadette Devictor, Emily Darlington, Emmanuel Jammes

Atelier 7 : Inégalités d'accès à la prévention
Guy Launoy, Jean-Charles Verheye, Maria José Fajardo, Nathalie Clastres

Atelier 8 : Dépistage et vaccinations
Louise Potvin, Mathieu Oriol, Jérôme Hinfray, Nathalie Clastres

Atelier 9 : Les acteurs de la prévention des cancers : vers une professionnalisation ?
Pierre Lombrail, Jean-Charles Verheye, Emmanuel Ricard

Atelier 10 : École, éducation et prévention des cancers
Didier Jourdan, Julien Carretier, Maria José Fajardo, Chloé Lebeau

« Plus de 1000 citoyens ont donné leur avis, sur internet, sur la prévention des cancers. »

« 3100 élèves, 93 établissements scolaires, dans 55 départements. »

PROPOSITION N°1

PROPOSITION N°2

PRO

PROPOSITION N°4

PROPOSITION N°5

PROPOSITION N°6

PROPOSITION N°7

PROPOSITION N°8

PROPOSITION N°9

PROPOSITION N°10

PROPOSITION N°11

Prévenir les conséquences néfastes de l'après-cancer liées à des expositions aux facteurs de risque

> 11.1. Formaliser les expositions professionnelles dans le parcours individuel de prévention

- La reconstitution du *curriculum laboris* doit être systématique et intégrée dans les Réunions de concertation pluridisciplinaire (RCP) ;
- Les enquêtes d'exposition doivent être réalisées lors d'une hospitalisation pour prise en charge d'un cancer dont les localisations ont des étiologies professionnelles connues (cancérogènes certains pour l'homme selon le classement CIRC).

> 11.2. Organiser l'accès au droit à la réparation pour les patients après un cancer lié à une exposition (professionnelle, environnementale, etc.)

- Les patients et le grand public doivent être informés sur les liens entre réparation et prévention ;
- La formation initiale et continue des professionnels de santé et des services sociaux sur les enjeux de la réparation en maladie professionnelle est un élément essentiel à la reconnaissance de ce droit pour les patients ;
- Les patients et leurs proches doivent bénéficier d'un accompagnement dans leurs démarches médico-administratives pour la reconnaissance des cancers d'origine professionnelle ; une fiche « patient/travail » devrait figurer dans les dossiers médicaux ;
- Le maintien et le retour à l'emploi après un cancer sont une priorité de la prise en charge des cancers.

> 11.3. Développer des outils de prévention ciblant spécifiquement les risques de second cancer et de rechute

- Les risques de second cancer sont mal connus et mal pris en charge lors du traitement d'un premier cancer ;
- Les résultats thérapeutiques obligent à prendre compte systématiquement les risques de second cancer ;
- Tous les patients doivent être informés de ces risques et des moyens qui peuvent être mis en œuvre pour les éviter.

PARCOURS INDIVIDUEL DE PRÉVENTION

RÉPARATION

LUTTE CONTRE LES RISQUES DE RECHUTE



PROPOSITION N°3

Promouvoir, dès le plus jeune âge et tout au long de la scolarité, les comportements favorables à la santé

> 3.1. Généraliser un label « établissement promoteur de santé » et un réseau les regroupant

- Il s'agit d'intégrer les acteurs déjà engagés sur les territoires et d'inciter les autres à rejoindre le réseau, dans le but de développer une culture commune et partagée de la prévention ;
- Ce réseau doit favoriser la communication, la coopération entre l'École et les acteurs de la prévention à l'échelle départementale ainsi que la co-construction d'actions promotrices de santé.

> 3.2. Mettre en œuvre d'ici 3 ans le Parcours éducatif de santé, dans 100 % des établissements scolaires, de la maternelle au lycée

- La mise en œuvre doit s'appuyer sur le développement des compétences psychosociales des enseignants et de la communauté éducative (infirmiers, conseillers d'éducation, etc.) ;
- Le Parcours éducatif de santé doit en particulier promouvoir l'activité physique chez tous les enfants et les jeunes.

PARCOURS ÉDUCATIF DE SANTÉ

ÉTABLISSEMENT PROMOTEUR DE SANTÉ

> 3.3. Développer les compétences psychosociales des parents

- Des programmes, appropriés et validés, doivent permettre aux parents d'apprécier correctement leur état de santé et celui de leurs enfants.

> 3.4. Concevoir et éditer des manuels scolaires du Parcours éducatif en santé, de la maternelle au lycée

- Constitués sur la base des manuels scolaires classiques, ils doivent être familiers quant à leur usage tant pour les élèves que pour les enseignants ;
- L'ensemble des écoles primaires doit en être doté ;
- En articulation étroite avec ces manuels, des outils d'accompagnement des écoles et établissements seront édités à destination des intervenants du monde associatif et des collectivités territoriales ;
- Cette boîte à outils doit être basée sur les données scientifiques disponibles, résolument opérationnelle, adaptable, évolutive et déclinable de façon différenciée sur l'ensemble du territoire national.



PROPOSITION N°4

Permettre à chacun de connaître les facteurs de risque auxquels il a été exposé tout au long de sa vie

> 4.1. Intégrer les différentes expositions environnementales, relatives au travail et à l'habitat tout au long de la vie, en développant la notion d'exposome pour un individu

• Cette information doit être accessible pour permettre à chacun d'appréhender de façon globale son exposition cumulée au cours de son existence.

> 4.2. Créer dans le Dossier médical partagé (DMP) une fiche d'exposition aux risques de cancer

• Cette fiche d'exposition doit intégrer trois volets : une fiche sur les risques professionnels, une fiche sur les risques environnementaux et une fiche d'expositions liées à l'habitat ;
• Cette fiche d'exposition doit être conçue dans une approche intersectorielle et interministérielle ;
• Les médecins traitants doivent être associés au recueil de facteurs de risque dans le Dossier médical partagé.

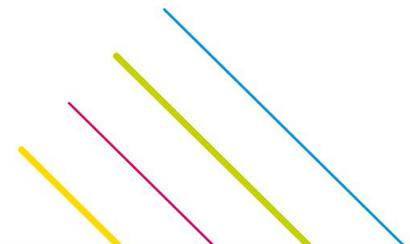
> 4.3. Rendre obligatoire les Études d'impact en santé (EIS)

• Ces Études d'impact en santé doivent concerner plus largement les projets d'infrastructure, de transport ou d'habitat collectif.

EXPOSOME

CONNAISSANCE DE L'EXPOSITION AUX RISQUES

DOSSIER MÉDICAL PARTAGÉ



PROPOSITION N°7

Intégrer un volet prévention des cancers dans toutes les politiques publiques, aux différents niveaux territoriaux

> 7.1. Piloter et évaluer systématiquement la prévention au niveau interministériel et la mettre en œuvre à l'échelon territorial par des Contrats locaux de santé

- L'approche préconisée par la Stratégie nationale de santé doit être une réalité tant au niveau ministériel qu'au niveau local ;
- Les Contrats locaux de santé permettent d'associer tous les partenaires, dont les collectivités locales sur un territoire, autour d'objectifs communs.

> 7.2. Consacrer 10 % de la dépense nationale de santé à la prévention organisée

- Cette dépense est aujourd'hui inférieure à 3 % ;
- Ces 10 % devront soutenir un grand plan national prévention ;
- Des études d'impact en santé doivent permettre de guider la mise en place et le suivi de mesures de prévention efficaces ;
- Il importe de développer simultanément l'évaluation des politiques de prévention.

> 7.3. Organiser un parcours de prévention adapté aux risques individuels

- Ce parcours doit comporter au moins trois consultations prises en charge à 100 %, pour les hommes et les femmes à trois étapes du parcours de vie : 25 ans, 50 ans et 75 ans ;

- Ce parcours doit être soutenu par le Dossier médical partagé dans lequel devra être inclus un volet « pratiques cliniques préventives » (dépistages, vaccinations, pratiques sportives prescrites, etc.) ;
- Ce parcours doit être adapté et individualisé pour les patients à haut risque de cancer (notamment risques familiaux) ;
- Les professionnels de santé doivent avoir la possibilité de s'impliquer plus fortement dans la prévention « individualisée » des usagers au moyen d'outils et de pratiques permettant le repérage des facteurs de risque individuels.

> 7.4. Formaliser et garantir la reconnaissance des expositions professionnelles dans le parcours individuel de santé

- Le caractère professionnel d'un cancer doit être recherché systématiquement au moment du diagnostic de cancer en fonction des expositions ;
- Les tableaux de reconnaissance des cancers professionnels doivent mieux prendre en compte l'évolution des connaissances concernant les facteurs de risque.

CONTRATS LOCAUX DE SANTÉ

10 % DE LA DÉPENSE NATIONALE DE SANTÉ POUR LA PRÉVENTION

RECONNAISSANCE DES EXPOSITIONS PROFESSIONNELLES



PROPOSITION N°9

Renforcer la recherche sur les déterminants des risques de cancer

> 9.1. Consacrer systématiquement 20% des sommes allouées à la recherche sur le cancer à la recherche en prévention

- La recherche en prévention est encore peu développée en France malgré des efforts notables des instituts publics ou caritatifs finançant la recherche contre le cancer ;
- Consacrer systématiquement une part substantielle à la recherche en prévention permettrait une mobilisation durable des équipes de recherche.

> 9.2. Favoriser la recherche sur les programmes de prévention

- L'efficacité et l'efficience des programmes de prévention doivent être systématiquement évaluées afin de valider leur impact à tous les niveaux (biomédical, psychologique, médico-économique, etc.) ;
- Les financements des programmes de prévention validés doivent être pérennisés tout en favorisant l'expérimentation de programmes innovants.

> 9.3. Donner les moyens à la recherche publique de faire progresser l'état des connaissances sur les facteurs de risque émergents

- Cette recherche doit concerner différents facteurs de risque (additifs variés, perturbateurs endocriniens, conditions d'action des facteurs connus, effet cocktail, effet selon l'âge de l'exposition, etc.) ;
- Elle doit être menée de façon indépendante des lobbies ;
- Elle doit intégrer le soutien aux cohortes de façon pérenne pour permettre la réalisation d'études sur des périodes suffisamment longues.

> 9.4. Favoriser la recherche interdisciplinaire sur les déterminants des cancers

- Des unités de recherche interdisciplinaires dédiées à la recherche sur les déterminants du cancer doivent être créées par les instituts de recherche ;
- La recherche interventionnelle, les sciences humaines, économiques et sociales et la recherche en santé publique sur les comportements individuels et collectifs et la perception des risques sont encore fragilisées par des financements qui ne s'inscrivent pas assez dans la durée ;
- Des équipes doctorales consacrées à la prévention doivent être créées par les universités pour favoriser le développement de cette recherche.

> 9.5. Développer une recherche appliquée sur les technologies innovantes en prévention

- La recherche en prévention ne peut se limiter aux facteurs de risque connus ;
- La recherche sur les biomarqueurs et leur utilisation dans les dépistages représente une piste qui doit être développée ;
- Il en va de même pour l'utilisation des outils connectés, de dispositifs d'accompagnement innovants ou de mesures des risques individuels ou collectifs.

> 9.6. Favoriser le développement de cohortes permettant d'évaluer les risques de second cancer

- Les cohortes sont des outils indispensables à l'étude de certains facteurs de risque de cancer ;
- Elles peuvent aussi permettre de mieux cerner les risques de second cancer.



RECHERCHE
EN PRÉVENTION

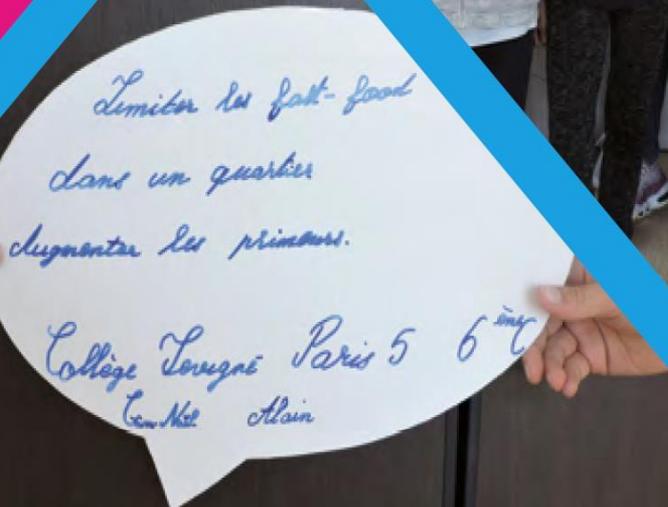
DÉTERMINANTS
DU CANCER

BIOMARQUEURS

Opération

« Un comité, une école »

Les enfants prennent
la parole sur
la prévention
des cancers





3100 élèves de 9 à 14 ans ont contribué aux propositions pour améliorer la prévention des cancers de demain.

LES PROPOSITIONS DES ÉLÈVES

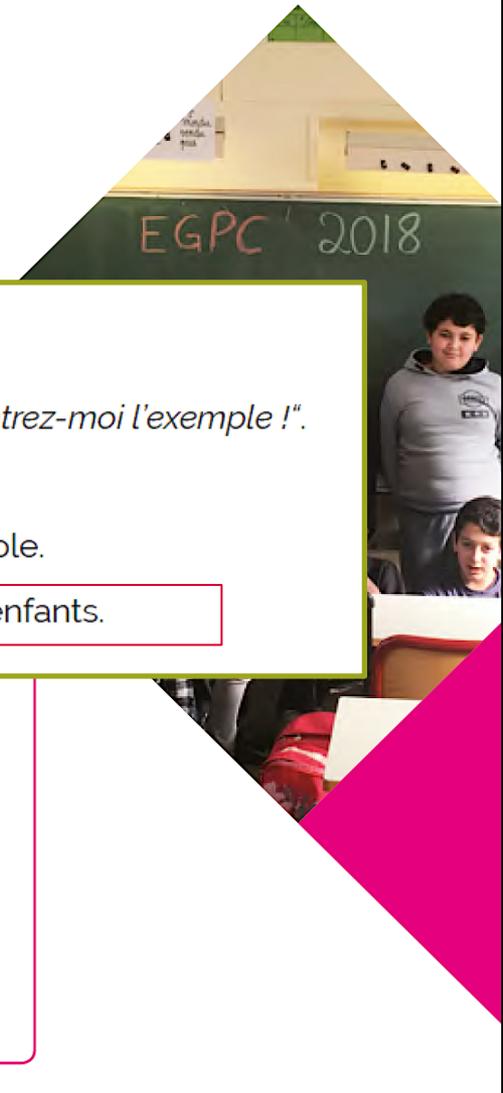
LES ADULTES DEVRAIENT ÊTRE EXEMPLAIRES !

- On pourrait publier un message de la part des enfants à l'attention des adultes : "Montrez-moi l'exemple !".
- Si j'étais ministre, j'interdirais de fumer à côté des enfants.

LES ADULTES DEVRAIENT ÊTRE EXEMPLAIRES !

- On pourrait publier un message de la part des enfants à l'attention des adultes : "Montrez-moi l'exemple !".
- Si j'étais ministre, j'interdirais de fumer à côté des enfants.
- On pourrait mettre des panneaux qui disent aux parents de ne pas fumer devant l'école.
- Si j'étais ministre, je ferais une école pour les parents pour les aider à protéger leurs enfants.

- Je mettrais à disposition gratuitement des crèmes solaires et dans les parcs des chapeaux en libre-service que l'on rend aux sorties. À la plage, les gens devraient pouvoir louer des parasols gratuitement.
- Je favoriserais la construction et la vente de voitures électriques, j'encouragerais le covoiturage pour éviter les embouteillages et la pollution.
- J'installerais plus de pistes cyclables dans les villes.
- J'installerais plus de poubelles dans les villes, je créerais plus d'éco quartiers.
- Je limiterais les fast food dans un quartier.
- Je construirais une salle de sport ou un gymnase dans chaque ville avec plus de coachs sportifs pour encadrer et motiver.
- Je ferais construire des espaces verts et des espaces sportifs dans tous les établissements ouverts à tous, pendant les temps de pauses.

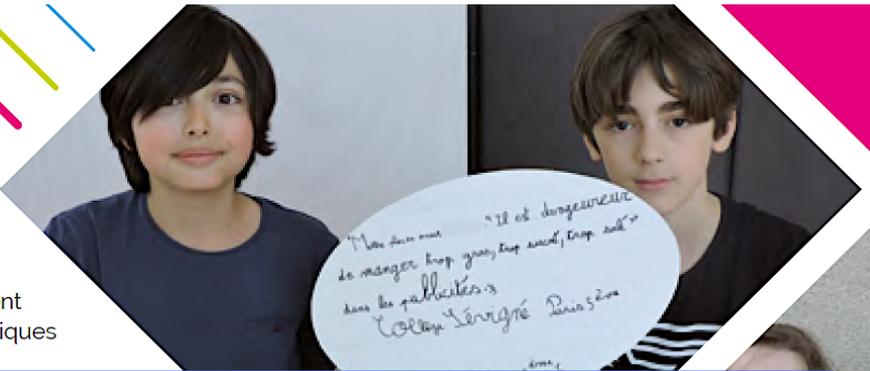


🗨️ SI J'ÉTAIS MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES...

- Si j'étais ministre, j'essayerais de faire évoluer le pays. Je baisserais le prix des produits sains et augmenterais le salaire des citoyens pour qu'ils puissent accéder à des produits de qualité.
- Je limiterais les autorisations de production et de vente de différentes marques pour toute sorte de produits dangereux pour la santé.
- Pour la bière et le vin, il faudrait augmenter le prix et taxer les produits gras et sucrés.
- Je mettrais plus de policiers aux frontières avec l'Allemagne et que les Français n'achètent plus de cigarettes en Allemagne.

🗨️ SI J'ÉTAIS MINISTRE DU TRAVAIL...

- Dans les métiers à risque, il faudrait remplacer l'humain par des machines/robots/ordinateurs et laisser aux humains les métiers moins risqués.
- Pour se protéger des produits toxiques (usine, peintre, etc), je créerais plus de protections et plus confortables.
- Pour les personnes qui travaillent de nuit, il faudrait leur accorder deux heures de repos en plus par exemple (deux heures payées). Peut-être aussi qu'il faudrait supprimer les postes avec des horaires qui changent tout le temps...
- J'inciterais les gens à faire 30 minutes d'activités physiques par jour en leur laissant une pause dédiée sur leur temps de travail.
- J'inciterais à la création de salle de sport dans toutes les entreprises.
- Il faudrait augmenter le salaire des salariés qui viendraient au travail en vélo, à pied, en trottinette...
- J'inciterais grâce à des posters dans les entreprises les personnes souvent en position assise à faire quelques mouvements à fréquence régulière et à adopter certaines conduites, privilégier l'escalier plutôt que l'ascenseur par exemple.
- Dans les bureaux, j'interdirais les sodas et dans la cantine, j'interdirais les sodas et l'alcool.
- Je donnerais des congés aux gens qui veulent arrêter de fumer pour qu'ils puissent se faire aider.
- Au travail, on doit installer des personnes qui aident à arrêter de fumer.
- J'essaierais de trouver du travail pour les chômeurs, pour ne pas qu'ils s'ennuient et après qu'ils commencent à boire et fumer.



SI J'ÉTAIS MINISTRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ...

- Je ferais faire des ordonnances pour que les fumeurs aient des barres de réglisse, et soient accompagnés par des médecins pour les aider à arrêter. Je mettrais les substituts nicotiques gratuits.
- Je voudrais que les médecins préviennent leur patient à chaque rendez-vous sur les nouvelles informations des dépistages et des vaccins ; que les médecins nous prescrivent des rendez-vous pour faire les dépistages.
- J'obligerais les docteurs à demander aux patients s'ils fument ou boivent de l'alcool et les aider.
- J'apprendrais aux personnes à utiliser les applications santé comme celles qui donnent la composition de produits alimentaires.
- Je rendrais obligatoire les vaccins. Les gens ont parfois peur des vaccins mais il faut leur expliquer les effets et pourquoi se faire vacciner.
- À l'école, je ferais des vaccins gratuits en allant demander à l'infirmière ou en créant une alarme vaccin qui signifierait que toutes les classes doivent se rendre à l'infirmierie pour se faire vacciner.
- Les pharmaciens pourraient proposer les dépistages et réaliser les vaccins.

Si j'étais ministre, je demanderais à ce que les médecins soient formés à adapter leurs conseils aux différentes populations.

- Je voudrais que les médecins préviennent leur patient à chaque rendez-vous sur les nouvelles informations des dépistages et des vaccins ; que les médecins nous prescrivent des rendez-vous pour faire les dépistages.
- J'obligerais les docteurs à demander aux patients s'ils fument ou boivent de l'alcool et les aider.
- J'apprendrais aux personnes à utiliser les applications santé comme celles qui donnent la composition de produits alimentaires.
- Je rendrais obligatoire les vaccins. Les gens ont parfois peur des vaccins mais il faut leur expliquer les effets et pourquoi se faire vacciner.
- À l'école, je ferais des vaccins gratuits en allant demander à l'infirmière ou en créant une alarme vaccin qui signifierait que toutes les classes doivent se rendre à l'infirmierie pour se faire vacciner.
- Les pharmaciens pourraient proposer les dépistages et réaliser les vaccins.

Les EGPC

Les EGPC ont été l'occasion de mobiliser de nombreux partenaires autour des problématiques de prévention

Plus de 400 participants ont contribué à l'élaboration de propositions transversales touchant les différents champs de la prévention des cancers.

L'opération « 1 CD-1 école » a permis de mesurer la sensibilisation des enfants aux problématiques d'environnement et cancer comme à celles de solidarité.

Les propositions faites par les enfants sont souvent plus volontaristes et radicales que celles de leurs aînés.

Elles traduisent leur souci de vivre dans un monde qui préservera leur santé.

L'éducation à la santé dès le plus jeune âge est indispensable et permettra de lutter contre les inégalités de santé.

Le défi majeur sera que la réduction des risques de cancer concerne aussi et principalement ceux qui sont les plus exposés à des facteurs de risque individuels, environnementaux, sociaux ou culturels.